

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 14/11/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CENTRE HOSPITALIER Yves le Foll**

10, rue Marcel Proust  
22000 Saint-Brieuc

Références : 2024.341  
Code AIOT : 0100015170

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2024 dans l'établissement CENTRE HOSPITALIER Yves le Foll implanté 10, rue Marcel Proust 22000 Saint-Brieuc. L'inspection a été annoncée le 09/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la vérification du respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 novembre 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CENTRE HOSPITALIER Yves le Foll
- 10, rue Marcel Proust 22000 Saint-Brieuc

- Code AIOT : 0100015170
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Centre Hospitalier Yves Le Foll est autorisé à traiter les DASRI qu'il récupère de ses services ainsi que du site Les Capucins, avant leur envoi vers une filière d'incinération. Cette activité relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°2790 de la nomenclature ICPE. Le Centre Hospitalier bénéficie d'un arrêté préfectoral du 14 juin 2007 pris au titre du Code de la Santé (avant que cette activité ne relève de la législation ICPE).---DASRI = Déchets d'Activités de Soin à Risques Infectieux

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 14/06/2007, article 1	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Disconnecteur	Arrêté Ministériel du 07/09/1999, article 8 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Traçabilité des DASRI	Code de l'environnement du 17/03/2023, article R.541-4	Susceptible de suites	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite sur site a mis en évidence le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/11/2023. L'inspection propose donc à M.le Préfet de lever cette mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Disconnecteur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 07/09/1999, article 8 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, protection de l'alimentation en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>lors de la visite d'inspection du 14/03/2023</li><li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li></ul>

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 26/02/2024

#### Prescription contrôlée :

Sur les sites de production et dans les installations de regroupement, les déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés sont entreposés dans des locaux répondant aux caractéristiques suivantes : (...)

8° Ils sont dotés d'une arrivée d'eau et d'une évacuation des eaux de lavage vers le réseau des eaux usées dotée d'un dispositif d'occlusion hydraulique conformes aux normes en vigueur. Le robinet de puisage est pourvu d'un disconnecteur d'extrémité du type HA permettant d'empêcher les retours d'eau.

#### Constats :

Par courrier du 19/12/2023, le centre hospitalier a informé l'inspection que *"à l'occasion de la remise en service du broyeur-désinfecteur de DASRI le 19 octobre 2023, un disconnecteur de type HA a été posé sur l'alimentation en eau potable de la machine"*.

La visite sur site a permis de constater la présence d'un disconnecteur sur l'alimentation en eau de l'installation. L'exploitant explique qu'il n'y a plus de contact entre l'eau et les DASRI ; l'eau ne sert qu'au refroidissement du bassin tampon avant rejet à la station d'épuration.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 2 : Traçabilité des DASRI

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 17/03/2023, article R.541-4

**Thème(s) :** Risques chroniques, registre chronologique de la production de déchets

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

#### Prescription contrôlée :

I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

#### Constats :

Lors de la visite sur site, l'exploitant a présenté à l'inspection le fichier informatique faisant office de registre chronologique : ce fichier précise la quantité de déchets entrants et sortants pour

chaque cycle de traitement, le total de déchets entrants et sortants traités par jour, le nombre de cycles réalisés et le poids moyen par cycle. L'inspection a également pu assister à la pesée de différentes poubelles de DASRI, au lancement d'un cycle de traitement et à l'édition du bon de pesée (utilisé ensuite pour compléter le registre informatique).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Situation administrative**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/06/2007, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, .

**Prescription contrôlée :**

Le Centre Hospitalier Yves Le Foll de Saint-Brieuc est autorisé à exploiter, par dérogation à l'article 8 du Règlement Sanitaire Départemental susvisé, une unité de banalisation / désinfection des déchets de soins à risques infectieux (DASRI) par broyage et autoclavage.

L'unité de traitement sera implantée sur le site de l'hôpital dans un local réservé aux déchets conformément aux plans et descriptifs présentés ; elle traitera les déchets de soins issus du Centre Hospitalier et du centre de moyen séjour "les capucins" pour un tonnage annuel d'environ 200 -250 tonnes.

**Constats :**

L'arrêté préfectoral susvisé a été pris au titre du Code de la Santé. L'activité de traitement des DASRI relève désormais de la législation relative aux ICPE. Compte-tenu du traitement des DASRI des services de l'hôpital mais également d'un établissement situé sur un autre site géographique (Les Capucins), l'activité est classée au titre de la rubrique n°2790 et relève du régime de l'autorisation.

L'exploitant a indiqué à l'inspection lors de la visite sur site en 2024 que :

- la nouvelle machine a une capacité de 200 kg ;
- l'installation de traitement des DASRI fonctionne 7h par jour ;
- le traitement se fait en 5 à 7 cycles par jour ;
- la quantité de DASRI traitée par jour n'excède par 1,6-1,7t (jusque 2t/jour maximum en période Covid).

La quantité maximale de DASRI traités déclarée par l'exploitant lors de cette visite d'inspection (2t/j) reste inférieure au seuil de la rubrique IED n°3510.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le Centre Hospitalier doit corriger le dossier modificatif transmis à l'inspection en juin 2023 pour mettre à jour la situation administrative du local DASRI : il doit se baser non seulement sur la capacité de la machine de traitement des DASRI mais également sur l'organisation du service et le temps de fonctionnement de l'installation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois